

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 2 JUIN 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	2
OBJET DE LA DECISION		
N° 25/299		
DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT DE LA PARCELLE SISE AU PRADET 93 RUE PAULIN DAVID CADASTREE SECTION AX N° 0504		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/299

BUREAU DU 2 JUIN 2025

**O B J E T : DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT DE LA
PARCELLE SISE AU PRADET 93 RUE PAULIN DAVID
CADASTREE SECTION AX N° 0504**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/075 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau de Toulon Provence Méditerranée,

VU la Décision Communautaire n° DC 02/56 du 13 juin 2002,

VU le courrier de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 25 mars 2025,

VU le mail de Monsieur PONTONE en date du 15 Avril 2025,

CONSIDERANT que les propriétaires de la parcelle sise au Pradet (83220) 93, rue Paulin David, cadastrée section AX n°0502, occupent sans droit ni titre la parcelle cadastrée section AX n°0504, appartenant à la Métropole TPM, qui jouxte leur parcelle,

CONSIDERANT que la parcelle cadastrée section AX n°0504 constitue un espace public acquis en juin 2002 dans le cadre d'une Déclaration d'Utilité Publique pour un projet d'aménagement, abandonné depuis,

CONSIDERANT le souhait de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ne pas donner à cette parcelle une affectation à l'usage direct du public ou à un service public,

CONSIDERANT que par courrier en date du 25 mars 2025, la Métropole a proposé aux époux PONTONE, occupants irréguliers, de régulariser cette occupation par la vente de la parcelle AX0504,

CONSIDERANT que par mail en date du 15 avril 2025, Monsieur PONTONE a confirmé le souhait d'acquérir la propriété de cette parcelle,

CONSIDERANT que la réalisation de cette cession permettra à la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ne plus assumer les responsabilités du propriétaire vis-à-vis de cet espace public, qui ne présente aujourd'hui aucune utilité publique,

CONSIDERANT la nécessité de constater la désaffectation de cette parcelle cadastrée section AX n°0504 et d'en prononcer le déclassement afin de pouvoir la vendre aux propriétaires de la parcelle section AX n°0502 qui l'occupent sans droit ni titre,

CONSIDERANT que la parcelle cadastrée section AX n°0504 peut être désaffectée et déclassée sans enquête publique préalable,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE CONSTATER la désaffectation de cette parcelle sise au Pradet (83220) 93, Rue Paulin David, cadastrée section AX n°0504 située au droit de la parcelle cadastrée section AX n°0502, propriété des époux PONTONE.

ARTICLE 3

De PRONONCER le déclassement du domaine public sans enquête publique préalable de la parcelle cadastrée section AX n°0504 en vue de régulariser une occupation sans droit ni titre et permettre sa vente.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à faire et signer tous les actes permettant cette désaffectation et ce déclassement.

ARTICLE 5

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

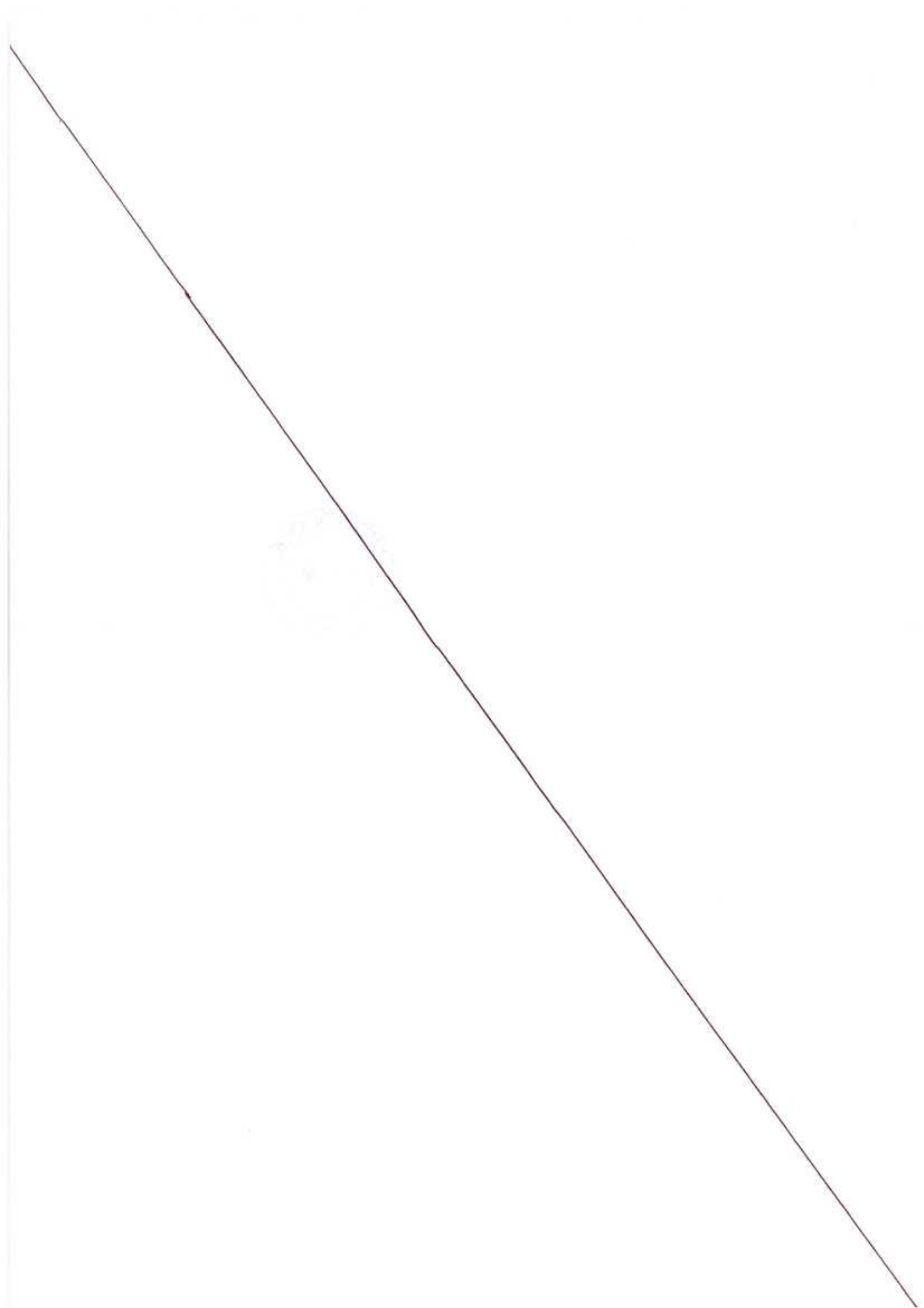
Fait à Toulon, le 2 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0





à

Maître PIERONI-MIGNON
23, avenue Vauban
83000 Toulon

Toulon le 18 Juin 2002

Réf : JYT/CB/PL/2002/N° 435**Objet :** Achat par **TPM Transport** d'une copropriété
sis 93, rue Paulin David au Pradet.**PJ : 3**

Maître,

La Communauté d'Agglomération **TOULON PROVENCE MEDITERRANEE** est bénéficiaire d'un emplacement réservé inscrit au P.O.S. de la ville du Pradet. Elle acquiert par conséquent à chaque occasion les biens frappés d'alignement en vue de la construction du Transport en Commun en Site Propre (T.C.S.P.) et indemnise par la suite les locataires commerciaux pour libérer les lieux.

Par décision communautaire en date du 13/06/2002 le bureau communautaire décide d'acquérir la propriété de Monsieur et Madame Pierre CECILLON, situé 93 rue Paulin David au Pradet, pour un prix de :

185.000 Euros toutes indemnités confondues.

Je tiens à vous signaler que l'appartement sera vide au 1^{er} Octobre 2002, la signature ne pourra intervenir qu'après constatation de la libération complète des lieux.

Je vous demande donc de bien vouloir établir l'acte en vue de sa signature.

Je joins à la présente :

- une décision du bureau communautaire
- un avis des domaines
- l'origine de propriété est à réclamer au propriétaire dont l'adresse est :
impasse de la Corderie 69500 BRON
- copie des pièces officielles de création **TPM**

Dans l'attente, veuillez agréer, Maître, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Vice-Président

Michel BRETERE



Le Vice-Président

à

Mr et Mme Pierre CECILLON
Impasse de la Corderie
69500 BRON

Toulon le 4 Juin 2002

Réf : JYT/CB/PL/2002/N° 406

Objet : Acquisition de votre villa
sise 93 rue Paulin David au Pradet.

Monsieur,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que le bureau communautaire lors de sa réunion du 29 Mai 2002 a accepté l'achat de votre propriété visée en objet moyennant la somme de **185.000 Euros**.

Ce prix reste conditionné par la libération totale des lieux prévue le 1^{er}/10/2002.

Dans les prochains jours vous recevrez copie du courrier chargeant un notaire de la rédaction de l'acte de vente.

Espérant avoir répondu à votre attente, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations.

Le Vice-Président

Michel BRUERE



N° DC 02/56

~~~~~

**OBJET :     AUTORISATION A MONSIEUR LE PRESIDENT DE  
SIGNER L'ACTE AUTHENTIQUE D'ACHAT AVEC LES  
CONSORTS CECILLON PIERRE POUR LA CESSION  
D'UNE VILLA PLUS TERRAIN SITUES AU 93 RUE P.  
DAVID AU PRADET CADASTRE SECTION AX N°2  
MOYENNANT LE PRIX DE 185 000 €.**

~~~~~

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE,

CONSIDERANT que par délibérations n° 28 en date du 16 avril 1993, n° 46 du 24 septembre 1993, n° 32 du 2 juin 1994, n° 39 du 13 juin 1997 et n° 41 du 28 avril 1998, le Syndicat Intercommunal des Transports en Commun de l'Agglomération Toulonnaise (SITCAT). a approuvé le tracé du Transport en Commun en Site Propre (TCSP) de l'agglomération toulonnaise et a demandé aux communes concernées son inscription dans leur Plan respectif d'Occupation des Sols (P.O.S.).

CONSIDERANT que par courrier du 29 décembre 1997, le Ministre de l'Equipeement et des Transports a pris en considération le Transport en Commun en Site Propre (TCSP). de l'agglomération toulonnaise.

CONSIDERANT que par arrêté du 21/12/2000, Monsieur le Préfet du Var a déclaré d'utilité publique les travaux du tramway et les aménagements connexes et a mis en compatibilité les P.O.S. des communes concernées.

CONSIDERANT que par courrier en date du 05/02/2002, Monsieur et Madame Pierre CECILLON, propriétaires d'une villa plus terrain sis 93 rue Paulin David dans la parcelle cadastrée AX n° 2 au Pradet, nous informent de leur souhait de négocier la cession de leur bien eu égard à la réservation foncière inscrite au profit de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE. En réalité ces personnes avaient décidé de vendre leur bien et ont contacté le service Transport de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

RECU

13.05.02

CONSIDERANT que des négociations sont intervenues avec les propriétaires dès réception de l'avis des domaines. Les Propriétaires ayant donné congé au locataire de l'appartement loué, le bien a été évalué libre et la signature de l'acte ne pourra intervenir qu'après constatation effective du départ du locataire le 01/10/2002.

CONSIDERANT qu'il convient d'autoriser Monsieur le Président à acquérir la parcelle cadastrée section AX n°2 sur laquelle est édifiée une maison à usage d'habitation comportant deux logements sise commune du Pradet moyennant un prix de 185 000 €.

VU l'avis favorable de la Commission Transport réunie en date du 15 mai 2002,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1^{er} :

D'APPROUVER l'exposé ci-dessus.

ARTICLE 2 :

DE DECIDER le principe d'acquisition de la villa et du terrain sis dans la parcelle cadastrée section AX n°2 dès qu'elle sera libre de tout occupant, c'est à dire après le 01/10/02,

ARTICLE 3 :

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à signer avec les propriétaires, les consorts CECILLON, l'acte notarié à intervenir moyennant le prix de 185 000 €,

ARTICLE 4 :

DE DIRE que les crédits afférents à cet achat sont inscrits au Budget Annexe Transport 2002 compte 2111.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

RECU

13-6-02

Fait à TOULON, le 13 JUIN 2002
Le Président de La Communauté d'Agglomération TPM

055 83


Hubert FALCO



POUR : 10
CONTRE : 0
ABSTENTION : 0

M. & Mme CECILLON Pierre
Propriétaires
Impasse de la Corderie
69500 BRON

tel : 04 72 81 95 67

M. & Mme CECILLON Roger
Usufruitiers
35 rue de France
69100 VILLEURBANNE

tel : 04 78 84 01 36

Bron le 21 décembre 2001

Monsieur Christian BARBAN
Responsable des Affaires Générales et Foncières
du S.I.T.C.A.T.
Espace Galaxie C
526 Avenue de Lattre de Tassigny
83000 TOULON

OBJET : Construction ligne T.C.S.P.
Acquisition par le SITCAT de la propriété de M. & Mme CECILLON
93 rue Paulin David 83220 LE PRADET

Suite à notre visite du 5 décembre 2001 en vos bureaux, nous vous confirmons que nous sommes vendeurs de notre propriété sise 93 rue Paulin David au Pradet (section A X parcelles 1 & 2), dans le cadre de la construction de la ligne du T C S P .

Cette propriété comporte une maison de village bâtie sur un terrain de 925 m² . Cette maison de 116 m² comprend un logement de 71 m² que nous utilisons comme résidence secondaire , et un logement de 45 m² que nous louons à M. SANCHEZ Jean Claude

Vous trouverez en annexe le plan détaillé de la maison par niveau .

Après donation de cette maison entre parents et fils , en février 1985 , nous avons entrepris conjointement de la réhabiliter complètement , en effectuant des travaux dont vous trouverez également la liste en annexe .

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire procéder à un estimation de cette propriété et nous faire une proposition d'achat .

Le renouvellement du bail de location de M. SANCHEZ arrive à expiration le 1^{er} octobre 2002 . Nous lui notifierons fin mars le non renouvellement de son bail pour cause de vente .

Nous nous tiendrons à votre disposition , en mars prochain , pour une visite des lieux après accord sur une date nous permettant d'être présents au Pradet .

Veillez agréer , Monsieur , nos salutations les plus distinguées


Pierre CECILLON


Roger CECILLON

2°) Monsieur Pierre, Maurice, Claude CECILLON, Ingénieur Electronicien à EDF, et Madame Catherine, Maryvonne, Raymonde FRELICOT, demeurant à BRON (Rhône), Impasse de la Corderie, sans N° Nés, savoir le mari à LYON (Rhône) le 11 septembre 1954, et l'épouse à PARIS (19°) le 26 juillet 1954.

Soumis au régime légal de la communauté réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à leur mariage célébré en la Mairie de PARIS (19°) le 20 juin 1981.

Statut et régime matrimoniaux non modifiés depuis.
De nationalité française.

NU-PROPRIETAIRES

Portant, dans cet acte, la dénomination de "VENDEUR" ou celle d'"ANCIEN PROPRIETAIRE",

Acquéreur :

TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, Communauté d'Agglomération, Etablissement public de coopération intercommunale, Dont le siège social est 136 Boulevard du Maréchal Leclerc TOULON (Var).

Constituée suivant arrêté du Préfet du Var, en date du 19 décembre 2001

Portant, dans cet acte, la dénomination de "NOUVEAU PROPRIETAIRE" ou celle d'"ACQUEREUR", qui accepte.

CAPACITE - PRESENCE - REPRESENTATION

Toutes les parties sont capables.

- Monsieur et Madame Roger CECILLON à ce non présents, mais représentés par :

. Monsieur Pierre, Maurice, Claude CECILLON, leur fils susnommé, vendeur aux présentes, en vertu d'une procuration sous seing privé en date à VILLEURBANNE (Rhône) du 07 octobre 2002, demeurée ci-annexée après mention.

- Monsieur et Madame Pierre CECILLON ici présents.

- La Communauté d'Agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE est représentée par :

. Monsieur Michel BRUERE, Vice Président délégué aux transport de la Communauté d'Agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, spécialement habilité aux présentes en vertu d'un arrêté de délégation de Monsieur Hubert Falco, Président de la Communauté d'Agglomération et Maire de la Ville de TOULON, dont la copie certifiée conforme est demeurée ci-annexée aux présentes après mention,

h

LC K-H

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile à TOULON en l'Etude du Notaire soussigné.

OBJET DU CONTRAT

Par les présentes, le "VENDEUR" vend à l'"ACQUEREUR" qui accepte ;

DESIGNATION

- Sur la Commune de LE PRADET (Var),
93, Rue Paulin David,

Une maison d'habitation sise Quartier de la Gare, élevée d'un étage sur rez-de-chaussée.

Figurant au cadastre de la manière suivante :
Section AX :

- numéro 01 pour une contenance de 04a 80ca,
 - numéro 02 pour une contenance de 04a 12ca,
- Soit une contenance totale de 08a 92ca

NATURE ET QUOTITE VENDUES

Cette vente porte sur la totalité en pleine propriété de ce bien appartenant en indivision aux vendeurs dans les proportions suivantes :

- LA TOTALITE EN USUFRUIT à Monsieur et Madame Roger CECILLON,
- LA TOTALITE EN NUE-PROPRIETE à Monsieur et Madame Pierre CECILLON.

REFERENCES DE PUBLICATION

ATTESTATION IMMOBILIERE APRES DECES suivant acte reçu par Maître DECIEUX, Notaire à LYON (Rhône) le 8 février 1985,
Publié au premier bureau des hypothèques de TOULON (Var) le 18 mars 1985, volume 6574 Numéro 12.

DONATION suivant acte reçu par Maître DECIEUX, Notaire susnommé, le 08 février 1985,

Publié au premier bureau des hypothèques de TOULON (Var) le 12 avril 1985, volume 6593 numéro 8.

CHARGES ET CONDITIONS

Les charges et conditions générales du présent acte sont énoncées en seconde partie.

PROPRIETE - JOUISSANCE

Le transfert de propriété aura lieu ce jour et le transfert de jouissance aura lieu également ce jour par la prise de possession réelle, ce bien étant libre de toute occupation ou de toute location.

h

ec r h

PRIX

Cette vente est consentie et acceptée moyennant le PRIX principal de : CENT QUATRE-VINGT CINQ MILLE EUROS (soit 1.213.520,45 FRF),

Ci : 185.000,00

PAIEMENT DU PRIX

LEQUEL prix sera payé par le comptable du Trésor Public, conformément à la réglementation en vigueur entre les mains du notaire soussigné, sur mandat établi au nom du vendeur mais payable en l'acquit de Me PIERONI-MIGNON.

Ce paiement sera effectué sur production d'une copie authentique de la vente accompagnée d'un certificat cité eu renvoi n°52 de la liste des pièces justificatives du décret n°88-74 du 21 janvier 1988.

Le règlement, de ce mandat entre les mains du Notaire libérera, entièrement et définitivement, la collectivité publique envers le vendeur, à l'égard du prix de cette vente.

RETRAIT DU PRIX

Les vendeurs autorisent le Notaire soussigné à remettre les fonds, provenant ou devant provenir de cette vente, à l'un d'eux seulement et le déchargent de toute responsabilité à cet égard. Ils se donnent mutuellement pouvoir pour recevoir ces fonds.

IMPOT SUR LA MUTATION

La présente mutation ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor Public, conformément aux prescriptions de l'Article 1042 du Code Général des Impôts. Elle est donc exonérée de droits d'Enregistrement, de Taxe de Publicité Foncière et de timbre.

Pour la Perception du Salaire de Monsieur le Conservateur des Hypothèques qui demeure à la charge de la collectivité publique acquéreur, de même que les frais et émoluments des présentes et de leurs suites, le bien est estimé à 185.000,00 EUR.

PLUS-VALUES

Pour satisfaire aux dispositions légales sur les plus-values immobilières, chaque vendeur déclare :

- Monsieur et Madame Roger, André CECILLON

Qu'ils ont leur domicile réel à l'adresse indiquée en tête des présentes.

Qu'ils dépendent du Centre des Impôts de LYON VILLEURBANNE SUD.

Que le bien vendu lui appartient par suite de l'envoi en possession d'un leg à titre universel ainsi qu'il résulte d'une ordonnance de Monsieur le Président du tribunal de Grande Instance de TOULON (Var) en date du 29 février 1984 ainsi qu'il sera plus amplement dit en l'ORIGINE,

Que le bien avait, à l'époque de cette mutation, une valeur vénale de 140.000,00 FRF (soit 21.342,86 EUR).

ce pc h

h

- Monsieur et Madame Pierre CECILLON

Qu'ils ont leur domicile réel à l'adresse indiquée en tête des présentes,

Qu'ils dépendent du Centre des Impôts de BRON,

Que la nue-propiété du bien vendu leur appartient par suite d'une donation consentie par Monsieur et Madame Roger CECILLON, susnommés, en date du 08 février 1985 ainsi qu'il sera plus amplement dit en l'ORIGINE,

Que le bien avait, à l'époque de cette mutation, une valeur vénale de 300.000,00 FRF (soit 45.734,71 EUR).

Que le bien est cédé à l'amiable dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 21 décembre 2000 et demande à bénéficier de l'abattement spécial prévu à l'article 1500, al 3 du Code Général des Impôts.

En outre, l'ancien propriétaire reconnaît avoir été avisé par le Notaire soussigné de l'obligation de déclarer, avec l'ensemble de ses revenus, la plus-value éventuelle résultant des présentes,

Et, avoir reçu du Notaire soussigné toutes les explications utiles afférentes à cette obligation fiscale.

En conséquence, il fera toutes déclarations et produira toutes pièces justificatives auprès de l'Administration Fiscale compétente.

ASSIETTE DES DROITS

Pour déterminer l'assiette des droits de mutation dus au titre de cet acte, il est précisé ce qui suit :

Tous les frais, droits et honoraires de cet acte seront supportés par le nouveau propriétaire qui s'y oblige.

En outre, il résulte de cet acte qu'il n'existe aucune charge augmentative du prix.

- NEGOCIATION

Enfin, les parties déclarent que cet acte n'a été négocié ni par l'intermédiaire d'un agent immobilier, ni par l'intermédiaire du Notaire soussigné.

CALCUL DES DROITS : NEANT

ATTESTATION DU CONTENU DE LA PARTIE NORMALISEE

Le Notaire soussigné atteste que la partie normalisée de cet acte rédigée sur cinq pages contient toutes les énonciations nécessaires à la publication, au fichier immobilier, des droits réels et toutes celles nécessaires à l'assiette de tous salaires, impôts, droits et taxes.

FIN DE PARTIE NORMALISEE

Cette partie contient : aucun renvoi

3

EC h ps

SECONDE PARTIE

URBANISME

Le Notaire soussigné a donné lecture au nouveau propriétaire qui le reconnaît, d'une Note de Renseignements d'Urbanisme - qui demeurera jointe et annexée, après mention, à la minute du présent acte - délivrée par l'autorité administrative compétente le 18 septembre 2002.

Observation étant ici faite qu'il résulte de ladite note que le bien immobilier objet des présentes est concerné par :

- l'opération d'urbanisme ER N°19 consistant en un aménagement du chemin de la Lisbonne Plate Forme 8 M;
- le tracé d'une ligne de transport en commun (TCSP).

Le nouveau propriétaire déclare en avoir pris parfaite connaissance et faire son affaire personnelle de ces prescriptions sans recours contre l'ancien propriétaire.

DROIT DE PREEMPTION PUBLIC

La présente mutation était susceptible de faire l'objet d'un droit de préemption au titre :

D'UN DROIT DE PREEMPTION URBAIN (D.P.U).

La présente mutation a été notifiée au détenteur de ce droit, lequel a renoncé à l'exercer ainsi qu'il résulte d'une lettre du 7 novembre 2002 annexée à la minute du présent acte après mention.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens et droits immobiliers objet des présentes appartiennent aux vendeurs, dans les proportions sus-énoncées, par suite des actes et faits suivants :

I/ ORIGINAIEMENT

ORIGINAIEMENT l'immeuble objet des présentes avait été acquis, à raison de moitié indivise pour chacun d'eux par :

- Monsieur Eugène DELHOUME et Madame Marie Louise Cécile BERNIER, épouse de Monsieur Marcel, Louis, Joseph MONTAGNE,

DE :

- Monsieur André BOGGIANI, Agriculteur et Madame Henriette FOURNIER, son épouse, demeurant à LE PRADET,

Aux termes d'un acte reçu par Maître CHAMBEIRON, Notaire à LA GARDE (Var) le 1er juin 1950, moyennant un prix payé partie comptant et partie à terme, le solde étant payé depuis.

Une expédition a été transcrite au bureau des hypothèques de TOULON (Var) le 14 juin 1950, volume 1320 numéro 12.

cc pc
h

h

II/ DECES DE MONSIEUR Eugène DELHOUME

- Monsieur Eugène DELHOUME, en son vivant retraité, époux de Madame Jeanne, Alexandrine BERNIER, domicilié à LE PRADET (Var), est décédé à HYERES (Var) le 23 mars 1977,

En l'état d'un testament olographe en date à LE PRADET (Var) du 26 septembre 1960 aux termes duquel il a institué pour sa légataire universelle en pleine-propriété son épouse, Madame Jeanne, Alexandrine BERNIER.

Ledit testament déposé au rang des minutes de Maître VERNE, Notaire Associé à LA GARDE (Var) suivant procès verbal d'ouverture et de description reçu par lui le 18 avril 1977.

Monsieur DELHOUME est décédé sans laisser d'ascendant ni descendant ayant droit à une réserve dans sa succession de sorte que le legs universel fait au bénéfice de son épouse a pu recevoir sa pleine et entière exécution.

Ainsi que cela est constaté dans un acte de notoriété dressé par ledit Notaire associé le 18 avril 1977.

Observation étant ici faite que Madame BERNIER veuve DELHOUME a été envoyée en possession de son legs universel suivant ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de TOULON (Var) le 06 mai 1977 dont la copie exécutoire est demeurée annexée à la minute de l'Attestation de propriété ci-après visée.

La transmission de l'immeuble ci-dessus désigné a été constaté dans une attestation de propriété dressée par ledit Notaire le 26 août 1977,

Dont une copie authentique a été publiée à la conservation des hypothèques de TOULON (Var) le 28 octobre 1977, volume 3106 numéro 9.

III/ DECES DE MONSIEUR MONTAGNE

- Monsieur Marcel, Louis, Joseph MONTAGNE, en son vivant Médecin Général du Cadre de réserve, époux de Madame Marie, Louise, Cécile BERNIER, demeurant à PLAISEAU, 5 boulevard N. SAMSON, est décédé à PARIS (5°) où il se trouvait alors le 03 août 1970,

En l'état d'une donation entre époux reçue par Maître THION DE LA CHAUME, Notaire à PARIS, le 27 novembre 1929, aux termes de laquelle il a fait donation à son épouse de la toute propriété de l'universalité des biens composant sa succession.

Monsieur MONTAGNE est décédé sans laisser d'héritier réservataire, de sorte que la donation sus-visée a pu recevoir sa pleine et entière exécution au profit de :

Madame Marie Louise Cécile BERNIER, née à NERAC (Lot et Garonne) le 18 octobre 1900.

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés dans un acte de notoriété dressé par Maître THION DE LA CHAUME, Notaire susnommé, les 24 et 27 novembre 1970.

M3

ee h pc

La transmission de l'immeuble ci-dessus désigné a été constaté dans une attestation de propriété dressée par ledit Maître THION DE LA CHAUME le 19 février 1971,

Dont une copie authentique a été publiée à la conservation des hypothèques de TOULON (Var) le 13 mai 1971, volume 514 numéro 14.

IV/ DECES DE MADAME BERNIER veuve MONTAGNE

- Madame BERNIER veuve MONTAGNE, ci-dessus désignée, en son vivant demeurant à LE PRADET, Rue Paulin David, est décédée à CHOZEAU (Isère) où elle se trouvait alors le 15 juillet 1973,

En l'état d'un testament olographe en date LE PRADET (Var) du 31 octobre 1966, aux termes duquel elle a institué pour ses légataires iniversels par moitié chacun :

- Monsieur Roger, André CECILLON, vendeur aux présentes susnommé,

- Et Madame Nicole, Marie, Jeanne ABADIE, sa nièce, vendeur aux présentes susnommée.

Ledit testament déposé au rang des minutes de Maître François DECIEUX, Notaire à LYON (Rhône) suivant procès verbal d'ouverture et de description reçu par lui le 25 juillet 1973.

Madame BERNIER veuve MONTAGNE est décédée sans laisser d'héritier à réserve de sorte que le legs universel ci-dessus a pu recevoir sa pleine et entière exécution au profit des légataires susnommés.

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés dans un acte de notoriété dressé par Maître DECIEUX, Notaire susnommé, le 26 juillet 1973.

Monsieur et Madame CECILLON, légataires universels, ont été envoyés en possession de leur legs ainsi qu'il résulte d'une ordonnance rendue par Monsieur le Président du tribunal de Grande Instance de TOULON (Var) le 12 septembre 1973, laquelle demeure annexée à la minute de l'attestation de propriété dressée par Maître DECIEUX, Notaire susnommé, le 09 octobre 1973,

Dont une expédition a été publiée à la conservation des hypothèques de TOULON (Var) le 29 octobre 1973, volume 1554 numéro 13.

V/ DECES DE MADAME BERNIER veuve DELHOUME

- Madame Jeanne, Alexandrine BERNIER, en son vivant retraitée, veuve de Monsieur Eugène DELHOUME, demeurant à LE PRADET (Var), est décédée en son domicile le 28 septembre 1983,

En l'état d'un testament olographe en date à LE PRADET (Var) du 05 novembre 1978, aux termes duquel elle a instituée pour ses légataires universels par moitié chacun :

- Monsieur André CECILLON et Madame Nicole ABADIE, vendeurs aux présentes susnommés.

Ledit testament déposé au rang des minutes de Maître DECIEUX, Notaire susnommé, suivant procès verbal d'ouverture et de description reçu par lui le 09 décembre 1983.

m

ec
h
re

Madame BERNIER veuve DELHOUME est décédée sans laisser d'héritier à réserve de sorte que le legs universel ci-dessus a pu recevoir sa pleine et entière exécution au profit des légataires susnommés.

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés dans un acte de notoriété dressé par Maître DECIEUX, Notaire susnommé, le 09 décembre 1923.

Observation étant ici faite que Monsieur et Madame CECILLON, légataires universels, ont été envoyés en possession de leur legs ainsi qu'il résulte d'une ordonnance Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de TOULON (Var) le 29 février 1984,

Dont une copie exécutoire a été déposée au rang des minutes de Maître DECIEUX, Notaire susnommé, suivant acte de dépôt reçu par lui le 12 mars 1984.

La transmission de l'immeuble ci-dessus a été constatée dans une attestation de propriété dressée par Maître DECIEUX, Notaire susnommé, le 08 février 1985,

Publiée au premier bureau des hypothèques de TOULON (Var) le 18 mars 1985, volume 6574 numéro 12.

VI/ DONATION PAR Monsieur et Madame Roger CECILLON à leurs enfants

Aux termes d'un acte reçu par Maître François DECIEUX, Notaire à LYON (Rhône), le 08 février 1985,

- Monsieur et Madame Roger CECILLON, vendeurs aux présentes susnommés, ont consenti une Donation en avancement d'hoirie,

A :

- Monsieur Pierre CECILLON, leur fils, vendeur aux présentes susnommé,

De la nue-propriété des biens et droits immobiliers objet des présentes,

- Monsieur Charles, Louis CECILLON, leur fils, ci-dessous plus amplement nommé,

De la nue-propriété de biens et droits immobiliers étrangers aux présentes.

Ladite donation a eu lieu sous la réserve par le donateur, sa vie durant, de l'usufruit de tous les biens donnés.

Audit acte les donateurs ont fait réserve expresse à leur profit du droit de retour sur les biens donnés, prévu par l'article 951 du Code Civil, pour le cas où les donataires viendraient à décéder avant eux sans descendants,

Et ont interdit formellement au donataire d'aliéner les biens donnés durant leur vie et ce sous peine de révocation de la donation, les donateurs se réservant expressément l'action révocatoire à cet effet.

13

cc R h

Ils ont stipulé expressément que les biens donnés objet des présentes feraient partie de la communauté existant entre le donataire, Monsieur Pierre CECILLON, et Madame Catherine, Maryvonne, Raymonde FRELICOT, son épouse susnommée, vendeur aux présentes, qui a accepté.

Il est fait ici observer que Monsieur et Madame Roger CECILLON susnommés, ainsi que Monsieur Charles Louis CECILLON et son épouse Madame Myriam CHAPAT, interviendront ci-après aux présentes pour donner tant que de besoin, les consentements prévus par l'article 930 alinéa 2 du Code Civil et garantir ainsi à l'acquéreur en droit incommutable sur l'immeuble objet de la donation susénoncée, ainsi que pour renoncer.

En outre les donateurs ont fait réserve à leur profit du droit de retour conventionnel sur le bien donné pour le cas de prédécès des donataires sans postérité.

Audit acte l'ensemble des biens avait été évalué à la somme de 210.000,00 FRF (soit 32.014,29 EUR) pour la nue-propriété de la moitié donnée.

Une copie authentique de la donation été publiée au premier bureau des hypothèques de TOULON (Var) le 12 avril 1985, Volume 6593 numéro 8,

Intervention

Aux présentes et à l'instant même sont intervenus :

Monsieur Roger, André CECILLON, retraité, et Madame Nicole Marie Jeanne ABADIE, retraitée, demeurant ensemble à VILLEURBANNE (Rhône), 35 rue de France,

Nés savoir le mari à LYON 4e (Rhône) le 17 février 1927 et l'épouse à MONTAUBAN (Tarn et Garonne) le 26 juillet 1927.

Mariés tous deux en premières noces sous le régime de la communauté de meubles et acquêts par suite de leur union célébrée sans contrat préalable à la Mairie de LYON 3e (Rhône) le 20 avril 1950, ledit régime matrimonial non modifié.

DECLARENT renoncer à tout droit de retour, à toutes interdictions résultant de la donation.

CONSENTENT à la vente dans les termes de l'article 930 aliéna 2 du Code Civil, afin que l'acquéreur et les tiers détenteurs des biens immobiliers ci-dessus désignés ne puissent pas être inquiétés en cas d'exercice de l'action en réduction, à l'encontre de la donation analysée ci-dessus en l'origine de propriété.

Intervient également aux présentes :

Monsieur Charles, Louis CECILLON, Officier de la Marine Marchande, époux de Madame Myriam, Gisèle CHAPPAT, demeurant à MEYZIEU, 2, Impasse des Glycines.

3

CC PC H

Né à LYON 3° (Rhône) le 03 avril 1951.

Soumis au régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable au mariage célébré en la Mairie de DECINES CHARPIEU (Rhône) le 7 septembre 1974.

Statut et régime matrimoniaux non modifiés depuis.
De nationalité française.

A ce non présent mais représenté par
en vertu d'une procuration sous seing privé en date à MEYZIEU du
18 octobre 2002, demeurée ci-annexée après mention.

CONSENT à la vente dans les termes de l'article 930 aliéna 2 du Code Civil, afin que l'acquéreur et les tiers détenteurs des biens immobiliers ci-dessus désignés ne puissent pas être inquiétés en cas d'exercice de l'action en réduction, à l'encontre de la donation analysée ci-dessus en l'origine de propriété.

CHARGES ET CONDITIONS

Cette mutation a lieu sous les conditions ordinaires et de droit et notamment sous les suivantes que le nouveau propriétaire s'oblige à exécuter :

ETAT DU BIEN

- Prendre le bien dans son état au jour de l'entrée en jouissance sans recours contre l'ancien propriétaire pour quelque cause que ce soit ; et notamment à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous le bien, de tous éboulements qui pourraient en résulter par la suite, la nature du sol et du sous-sol n'étant pas garantie ; comme aussi sans recours contre l'ancien propriétaire pour l'état des constructions ; pour les vices de toute nature, apparents ou cachés ; pour les mitoyennetés, pour erreur dans la désignation, le cadastre.

SERVITUDES

Le nouveau propriétaire supportera toutes les servitudes passives apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever ce bien, sauf à s'en défendre, et il profitera de celles actives, sans recours contre l'ancien propriétaire, mais sans que la présente clause puisse conférer à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers non prescrits ou de la Loi.

A cet égard, il est précisé par l'ancien propriétaire qu'à sa connaissance, il n'existe aucune autre servitude que celles dérivant de la situation des lieux, de la Loi ou des plans d'urbanisme et d'aménagement de la Commune,

Et, il déclare qu'il n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude sur ce bien.

IMPOTS ET TAXES

Le nouveau propriétaire acquittera, à compter du jour de l'entrée en jouissance, toutes les charges fiscales auxquelles ce bien peut ou pourra être assujéti.

13

cc k H

IMPOTS DIRECTS LOCAUX DE L'ANNEE COURANTE

Pour l'année courante, il est convenu que:

- Concernant LA TAXE FONCIERE, il sera procédé entre les parties au décompte jour pour jour de leur quote-part respective, en tenant compte de la date d'entrée en jouissance.
- Concernant, LA TAXE D'HABITATION, l'occupant au premier janvier de l'année en cours la supportera seul.

CONTRATS ET ABONNEMENTS

Le nouveau propriétaire fera son affaire personnelle de tous contrats, éventuellement passés, pour les services en eau, énergie, télécommunications et autres afférents à ce bien, à compter de l'entrée en jouissance.

Et, il opèrera ou fera opérer la mutation de ces contrats à son nom, dans les meilleurs délais, de façon que l'ancien propriétaire ne soit, jamais, inquiété à ce sujet.

RESILIATIONS DES CONTRATS D'ASSURANCES

L'ancien propriétaire devra résilier, à ses frais, toutes polices d'assurances en cours de façon que le nouveau propriétaire ne soit pas inquiété à cet égard.

ABSENCE DE CONSTRUCTION OU DE RENOVATION DEPUIS MOINS DE DIX ANS.

Les parties déclarent que le bien objet des présentes n'est pas concerné par les dispositions de la législation sur l'assurance dommages-ouvrage, aucune construction ou rénovation concernant le bien immobilier n'ayant été effectuée depuis moins de dix ans.

SITUATION DE L'IMMEUBLE AU REGARD DE LA REGLEMENTATION RELATIVE A L'AMIANTE

L'immeuble dont dépendent les biens et droits immobiliers vendus entre dans le champ d'application du décret n°96-97 du 7 février 1996, modifié par le décret n°97-855 du 12 septembre 1997 et par le décret n°2002-839 du 03 mai 2002.

L'ancien propriétaire déclare que les recherches effectuées conformément à l'article 2 dudit décret n' a pas révélé la présence de matériaux ou produits de la construction contenant de l'amiante, ainsi qu'il résulte :

D'une attestation de Sébastien FABRE, contrôleur technique habilité, domicilié à TOULON (Var), 45 Rue Victor Clappier, en date à TOULON (Var) du 24 octobre 2002, demeuree ci-annexée.

Observation étant ici faite qu'il résulte de ladite attestation que :

"Les WC de la maison et de l'appartement ont une "canalisation en fibro-ciment susceptible de contenir de "l'amiante. Toutefois, un prélèvement sans destruction, et sans "rendre les éléments concernés impropres à leur destination "s'est avéré impossible".

cc R H

M

TERMITES

L'immeuble objet des présentes est situé dans une zone délimitée par arrêté préfectoral en application de l'article 3 de la loi n° 99-471 du 8 juin 1999, c'est à dire dans un secteur contaminé ou susceptible d'être contaminé par les termites.

En application de l'article 8 de la loi précitée, un état parasitaire établi par Sébastien FABRE, Contrôleur Technique susnommé et révélant la présence de termites est demeuré ci-annexé aux présentes après mention.

Le nouveau propriétaire déclare avoir pris personnellement connaissance de ce certificat et en posséder une copie.

Il déclare vouloir faire son affaire personnelle des mesures à prendre pour remédier à la situation (destruction des insectes et traitement préventif pour l'avenir, remise en état des parties du bâtiment détériorées par leur présence) et en supporter seul le coût.

LUTTE CONTRE LE SATURNISME

L'ancien propriétaire déclare :

- que l'immeuble a été achevé avant le 31 décembre 1947 et en conséquence, entre dans le champ d'application de l'article L.32-5 du Code de la santé publique.

Concernant les parties privatives :

Il résulte d'une attestation, délivrée par Sébastien FABRE, Expert susnommé, en date du 11 novembre 2002, dont copie demeurera ci-annexée après mention, que :

"L'état des riques a révélé la présence de revêtements "dégradés contenant du plomb au delà du seuil réglementaire".

PUBLICITE FONCIERE

Cet acte sera soumis par les soins du Notaire à la Formalité unique d'Enregistrement et de Publicité Foncière au Bureau des Hypothèques compétent dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales et réglementaires et aux frais du nouveau propriétaire.

Si ce bien est grevé d'inscriptions, l'ancien propriétaire sera tenu d'en rapporter à ses frais mainlevées et de justifier de l'exécution de la radiation de ces inscriptions, dans les quarante jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile ci-après élu.

POUVOIRS

Les parties donnent tous pouvoirs nécessaires pour signer tous actes rectificatifs ou complémentaires à tout Clerc ou Employé du Notaire soussigné, en vue de mettre cet acte en harmonie avec tous documents d'Etat Civil, cadastraux ou hypothécaires.

AC R h

h

TITRES

Il n'est remis au nouveau propriétaire aucun ancien titre de propriété, mais il pourra se faire délivrer, à ses frais, tous extraits ou copies authentiques d'actes concernant ce bien.

MARCHE IMMOBILIER DES NOTAIRES

Les parties sont informées que les données descriptives et économiques contenues au présent acte sont partiellement transcrites dans une base de données immobilières, déclarée à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, pour assurer la production d'informations statistiques d'intérêt général.

Ces données ne contiennent aucun caractère directement nominatif sur les contractants au présent acte. En application des articles 26 et 27 de la loi N° 78-17 du 06 janvier 1978, les parties disposent d'un droit d'opposition à ce que des informations à caractère nominatif les concernant fassent l'objet d'un traitement informatisé, ainsi que d'un droit d'accès et de rectification.

DECLARATIONS GENERALES

Les parties déclarent :

- Que leur identité est conforme à celle indiquée en tête des présentes,

- Qu'elles ne sont pas dans un état civil, civique ou commercial mettant obstacle à la libre disposition de leurs biens,

Le vendeur déclare :

- Que ce bien est libre de tout obstacle légal, contractuel ou administratif, et qu'il n'est grevé d'aucun droit réel principal ou accessoire.

Ainsi que les déclarations de l'ancien propriétaire concernant les droits grevant ce bien sont confirmées sur un état hypothécaire hors formalité délivré par le Bureau des Hypothèques compétent.

AVIS DES DOMAINES

Cette acquisition a fait l'objet d'un avis des domaines en date du 13 mars 2002

N°6 OGI/02-0088

Cette pièce demeurera annexée à cette minute après mention.

DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE

Pour l'application de l'article R 238-38 du Code du Travail l'ancien propriétaire déclare :

- que l'immeuble objet des présentes n'entre pas dans le champ d'application de la loi N° 93-1418 du 31 décembre 1993 et plus spécialement que sa construction n'a pas donné lieu à l'établissement du dossier prévu par l'article L 235-15 du Code du Travail comme ayant fait l'objet de l'ordre de service de commencer les travaux donné avant le 30 décembre 1994.

CC PC H

13

FIN DE LA SECONDE PARTIE

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les comparants affirment, sous les peines édictées par l'Article 1837 du Code Général des Impôts, que cet acte exprime l'intégralité du prix convenu ; ils reconnaissent avoir été informés par le notaire soussigné des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Le Notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance, cet acte n'est ni modifié ni contredit par une contre-lettre contenant augmentation du prix.

CERTIFICATION D'IDENTITE

En application de l'Article 75 du Décret n° 55-1350 du 14 octobre 1955, le Notaire soussigné certifie que l'identité des parties lui a été régulièrement justifiée.

DONT ACTE EN QUINZE PAGES.

La lecture du présent acte a été donnée aux parties par le Notaire soussigné qui les a fait signer.

LES JOUR, MOIS ET AN CI-DESSUS ENONCES.

En l'Etude du Notaire soussigné,

Notaire et comparants ont signé le même jour cet acte comprenant :

- pages.....(15)
- renvois.....(00)
- mots nuls.....(00)
- lignes nulles.....(00)
- chiffres nuls.....(00)
- blancs bâtonnés.....(00)

Handwritten initials and marks: "cc", "KC", "h", and "B".

Handwritten signatures: "ccallou" and two large, stylized signatures.

POUR EXPEDITION réalisée par reprographie, délivrée par Maître
Françoise PIERONI-MIGNON, Notaire à TOULON (Var), 23 avenue
Vauban,

Le 13 janvier 2003 certifiée par elle comme étant la reproduction exacte de
l'original et rédigée sur seize pages contenant sans renvoi ni mot nul.



A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. Pieroni-Mignon'. The signature is written in a cursive style and is followed by a long, horizontal, slightly wavy line that extends across the page.

110021 10 Janvier 2011

VENTE
PAR
TPM
A
M. et Mme PONTONE

2011 D N° 7805

Volume : 2011 P N° 4612

Publié et enregistré le 05/05/2011 à la conservation des Hypothèques de

TOULON 1ER BUREAU

Droits : Néant

Salaires : 15,00 EUR

TOTAL : 15,00 EUR

Le Conservateur,

France-Pierre JANIN

Reçu : Quinze Euros

NATURE

DATE

NOTAIRE : CL

: Attestation rectificative

: 27 Avril 2011

CLERC : TG

L'AN DEUX MILLE ONZE
Le VINGT SEPT AVRIL

Maître Christophe LACROIX, Notaire soussigné, Membre de la Société Civile Professionnelle "Gilles VAUCHELLE, Philippe LEBAS et Christophe LACROIX, Notaires associés" Société titulaire d'un office Notarial à TOULON (Var), 94, Avenue Vauban.

A établi conformément aux dispositions de l'instruction du 12 juillet 1984 de la Direction Générale des Impôts (B.O.D.G.I. 10-E-4-84) et ainsi qu'il suit l'attestation rectificative de l'acte de Maître LACROIX Christophe, Notaire à TOULON (Var) qu'il a reçu le 10 Janvier 2011, qu'il a déposé aux fins de publication à la Conservation des Hypothèques de TOULON (1^{er} Bureau), le 28 Janvier 2011 sous le numéro 2011 D 02053, et qui a fait l'objet d'une notification préalable à un rejet de formalité en date du 21 Avril 2011, sous le numéro d'ordre : 2011 / 0544

ATTESTATION RECTIFICATIVE

Le Notaire soussigné atteste qu'il y a lieu d'apporter aux documents déposés aux fins d'accomplissement de la formalité hypothécaire sus-énoncée, les rectifications suivantes :

Page UNE, **Paragraphe VENDEUR** dudit acte

Au lieu de lire :

La TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, département de Var, identifiée sous le numéro SIREN 248 300 543 000 19.

Lire :

La TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, Etablissement Public Administratif ayant son siège social à TOULON (Var), 20 Rue Nicolas Peiresc, identifiée au registre du Commerce et des Sociétés de TOULON sous le numéro 248 300 543.

DISPENSE D'ENREGISTREMENT

Conformément aux dispositions du numéro 31 de l'instruction administrative susvisée, la présente attestation rectificative est dispensée de tous droits de formalité fusionnée.

SALAIRE DU CONSERVATEUR

La présente attestation rectificative est soumise conformément à l'article 287 de l'annexe III du Code général des impôts à un salaire de 15 euros.

Ladite attestation est établie en triple exemplaires certifié exactement conformes entre eux, à rattacher :

- l'un sur une feuille à entête de formule de publication, à la copie pour publier,
- un autre à la copie authentique déposée en vue de recevoir la mention d'exécution de la formalité,
- Et un autre à la minute.

FAIT EN L'ETUDE
L'AN DEUX MILLE ONZE.
LE VINGT SEPT AVRIL .





2011 D N° 2053

Volume : 2011 P N° 1157

Publié et enregistré le 28/01/2011 à la conservation des Hypothèques de

TOULON 1ER BUREAU

Droits : 13.743,00 EUR

Salaires : 270,00 EUR

TOTAL : 14.013,00 EUR

Le Conservateur,

France-Pierre JANIN

Reçu : Quatorze mille treize Euros

NATURE

: Vente d'immeuble entier

DATE

: 10 Janvier 2011

NOTAIRE : CL

CLERC : TG

Rejet notifié le ... 21/04/2011

Régularisé le ... 05/05/2011

Dépôt n° ... 2011 7805

Le Conservateur

L'AN DEUX MILLE ONZE

Le DIX JANVIER

Maître Christophe LACROIX, Notaire soussigné, Membre de la Société Civile Professionnelle "Gilles VAUCHELLE, Philippe LEBAS et Christophe LACROIX, Notaires associés" Société titulaire d'un office Notarial à TOULON (Var), 94, Avenue Vauban.

A RECU le présent acte authentique à la requête des parties ci-après identifiées, contenant : VENTE D'UNE PROPRIETE BATIE.

IDENTIFICATION DES PARTIES

VENDEUR

La TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, département de Var, identifiée sous le numéro SIREN 248 300 543 000 19.

Ci-après dénommée 'LE VENDEUR'.

ACQUEREUR

Monsieur Christophe Jean-François PONTONE, représentant, et Madame Annick FERRON, employée municipale, son épouse, demurant ensemble à LE PRADET (Var) 93 Rue Paulin David.

Nés, savoir :

Monsieur à TOULON (Var) le 24 septembre 1966.

Madame à REIMS (Marne) le 15 février 1964.

Mariés sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à leur union célébrée à la mairie de TOULON (Var) le 27 septembre 1986.

Ce régime non modifié.

De nationalité française.

Ayant la qualité de 'Résidents' au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommés 'L'ACQUEREUR', agissant solidairement entre eux.



NATURE : Vente d'immeuble entier
DATE : 10 Janvier 2011
NOTAIRE : CL CLERC : TG

L'AN DEUX MILLE ONZE
Le DIX JANVIER

Maître Christophe LACROIX, Notaire soussigné, Membre de la Société Civile Professionnelle "Gilles VAUCHELLE, Philippe LEBAS et Christophe LACROIX, Notaires associés" Société titulaire d'un office Notarial à TOULON (Var), 94, Avenue Vauban.

A RECU le présent acte authentique à la requête des parties ci-après identifiées, contenant : VENTE D'UNE PROPRIETE BATIE.

IDENTIFICATION DES PARTIES

VENDEUR

La TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, département de Var, identifiée sous le numéro SIREN 248 300 543 000 19.

Ci-après dénommée 'LE VENDEUR'.

ACQUEREUR

Monsieur Christophe Jean-François PONTONE, représentant, et Madame Annick FERRON, employée municipale, son épouse, demeurant ensemble à LE PRADET (Var) 93 Rue Paulin David.

Nés, savoir :

Monsieur à TOULON (Var) le 24 septembre 1966.

Madame à REIMS (Marne) le 15 février 1964.

Mariés sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à leur union célébrée à la mairie de TOULON (Var) le 27 septembre 1986.

Ce régime non modifié.

De nationalité française.

Ayant la qualité de 'Résidents' au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommés 'L'ACQUEREUR', agissant solidairement entre eux.

M
S
a

PRESENCE - REPRESENTATION

La TOULON PROVENCE MEDITERRANEE est ici représentée par son président Monsieur Hubert FALCO, spécialement autorisé à l'effet des présentes en vertu d'une délibération certifiée conforme et exécutoire en date du 25 Octobre 2010, dont une copie certifiée demeurera ci-annexée.

Le représentant de la commune déclare que ladite délibération n'a fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif..

Monsieur et Madame PONTONE sont ici représentés par Monsieur Thomas GURRIET, Clerc de Notaire à TOULON (Var) en vertu d'une procuration sous seing privé en date à TOULON (Var) du 4 Janvier 2011 ci-après annexée.

VENTE

Par les présentes, LE VENDEUR s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit, vend à L'ACQUEREUR qui accepte, les biens dont la désignation suit :

DESIGNATION

Sur la commune de LE PRADET (Var) 93 rue Paulin David .

Une parcelle de 572 m² supportant une villa de type T4, d'environ 116 m² de surface habitable élevée d'un étage sur rez-de-chaussée datant des années 1900.

L'entrée donne directement dans un séjour comprenant une partie salon et une partie salle à manger avec cuisine américaine équipée.

Un petit bureau, avec WC indépendant et lave-mains, a été aménagé au fond de la partie salon. Un placard mural situé à côté de l'escalier et un petit espace de rangement situé sous l'escalier complètent le rez-de-chaussée.

L'étage comprend trois chambres, dont une avec salle de bains privative, une salle de bains avec baignoire et un W.C. indépendant.

Une porte-fenêtre située dans la cuisine permet d'accéder à une terrasse couverte et à un agréable coin jardin situé à l'arrière de la maison. Un garage d'environ 14 m² est attenant à la maison, de même qu'une buanderie, et un abri actuellement utilisé comme débarras.

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieu dit	Contenance		
			ha	a	ca
AX	502	93 rue Paulin David		05	72

DIVISION CADASTRALE

L'immeuble sus désigné provient de la division d'une propriété partiellement bâtie qui a fait l'objet d'un document d'arpentage établi par la SARL BUET - VENAUT, Géomètres Experts à TOULON (Var), en date du 10 Juin 2009 sous le numéro 2271 C, dont une photocopie demeurera annexée au présent acte.

Un extrait de plan cadastral sera déposé au bureau des hypothèques compétent.

Les opérations de division sont résumées dans le tableau suivant :

M
AB.


C

Avant Division			Après Division					
			Parcelles objets des présentes			Parcelles restant la propriété de l'ancien propriétaire		
Sect	N°	Contenance	Sect.	N°	Contenance	Sect.	N°	Contenance
AX	501	00ha 08a 92ca	AX	502	00ha 05a 72ca	AX	503	00ha 02a 89ca
						AX	504	00ha 00a 28ca

Etant ici précisé que la parcelle AX n° 501 provient de la réunion des parcelles AX n°1 et AX n° 2 suivant acte en date du 11 Juin 2009 dont une expédition a été publiée au premier bureau des hypothèques de TOULON (Var), le 12 Juin 2009, volume 2009 P, numéro 4813.

Tel que cet immeuble se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve et tel qu'il figure sur le plan certifié exact par les parties demeuré ci-annexé après mention.

Ci-après dénommé « LE BIEN ».

NATURE ET QUOTITE

NATURE ET QUOTITE DES DROITS VENDUS

LE BIEN objet des présentes appartient à La TOULON PROVENCE MEDITERRANEE à concurrence de *la totalité en pleine propriété.*

NATURE ET QUOTITE DES DROITS ACQUIS

LE BIEN objet des présentes dépend de la communauté de biens existant entre Monsieur et Madame PONTONE à concurrence de *la totalité en pleine propriété.*

REFERENCES DE PUBLICATION

EFFET RELATIF

Acquisition suivant acte reçu par Maître PIERONI-MIGNON, Notaire à TOULON (Var), le 6 Décembre 2002 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de TOULON (1er Bureau), le 14 Janvier 2003, volume 2003 P numéro 453 et le 7 Mai 2003, volume 2003 D, numéro 7482.

Procès verbal de cadastre en date du 11 Juin 2009 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de TOULON (1^{er} Bureau), le 12 Juin 2009, volume 2009 P, numéro 4813.

CHARGES ET CONDITIONS

Les charges et conditions générales du présent acte sont énoncées en seconde partie.

PROPRIETE - JOUISSANCE

L'ACQUEREUR sera propriétaire du BIEN vendu à compter de ce jour.

PM
AB



a

Il en aura la jouissance à compter de ce jour, par la prise de possession réelle, LE BIEN vendu étant entièrement libre de location ou occupation, ainsi que LE VENDEUR le déclare et que L'ACQUEREUR a pu le constater en le visitant.

PRIX

La présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix de **DEUX CENT SOIXANTE DIX MILLE EUROS (270.000,00 €)**

PAIEMENT DU PRIX

L'ACQUEREUR a payé le prix comptant par la comptabilité du notaire soussigné à la caisse de la recette municipale de la commune, ainsi que le reconnaît **Monsieur BARNEOUD-ARNOULET Alex, Trésorier Municipal Principal de TOULON**, à ce présent et intervenant en sa dite qualité.

Monsieur BARNEOUD-ARNOULET Alex receveur nommé ci-dessus, donne à L'ACQUEREUR bonne et valable quittance, de la somme ainsi payée.

DONT QUITTANCE

ABSENCE DE COMMISSION D'INTERMEDIAIRE

Les parties déclarent que la présente vente a été négociée directement entre elles sans recours à aucun intermédiaire.

DECLARATIONS FISCALES

TAXATION DES PLUS-VALUES

La mutation n'entre pas dans le champ d'application des dispositions du Code général des impôts relative aux plus-values des particuliers.

En conséquence, aucune déclaration de plus-value ne devra être déposée à l'occasion de la publication ou de l'enregistrement du présent acte.

IMPOTS SUR LA MUTATION

Pour la perception des droits, LE VENDEUR déclare :

- ne pas être assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée ;
- que LE BIEN vendu est achevé depuis plus de cinq ans.

En conséquence, la présente mutation n'entre pas dans le champ de la taxe sur la valeur ajoutée et est soumise à la taxe de publicité foncière au taux de droit commun prévu par l'article 1594 D du Code général des impôts, qui est due par L'ACQUEREUR.

Calcul des droits

L'assiette de la taxe exigible sur la présente mutation est constituée par :

Le prix de la présente vente, de DEUX CENT SOIXANTE DIX MILLE EUROS.

Ci..... 270.000,00 €

M
AB
a

BASE TAXABLE 270.000 €	ASSIETTE	TAUX	TAXE
Taxe d'Etat	270.000 €	0,20%	540 €
Taxe Départementale	270.000 €	3,60%	9.720 €
Taxe Communale	270.000 €	1,20%	3.240 €
Prélèvement Etat	9.720 €	2,50%	243 €
TOTAL			13.743 €

L'acte sera soumis à la formalité d'enregistrement et de publicité foncière au bureau des hypothèques de *TOULON 1er BUREAU*.

Salaire du conservateur des hypothèques : 270,00 €.

MENTION DE CLOTURE

Le notaire soussigné atteste que la partie normalisée établie sur cinq pages contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication et à l'assiette des droits.

FIN DE PARTIE NORMALISEE

M AB

a

DELAI DE REFLEXION DE L'ACQUEREUR

Conformément aux dispositions de l'article L.271-1, alinéa 5 du Code de la construction et de l'habitation, L'ACQUEREUR reconnaît que le projet du présent acte lui a été remis directement par Maître Christophe LACROIX, Notaire à TOULON (Var) à TOULON, le 3 Janvier 2011, et y avoir porté la mention manuscrite prévue par l'article L. 271-1 du Code de la construction et de l'habitation.

En conséquence, le délai de sept (7) jours, tel qu'il est défini par le texte précité, est à présent expiré.

Ayant pleinement disposé de ce délai de réflexion pour prendre sa décision, il requiert le notaire soussigné de recevoir la présente vente.

La copie du projet avec la mention manuscrite demeurera ci annexée après mention.

DECLARATIONS DES PARTIES

Les parties aux présentes attestent par elles-mêmes ou leurs représentants que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles vont prendre et déclarent notamment :

- que leur identité et leur situation juridique personnelle sont conformes à celles indiquées en tête des présentes ;
- qu'elles ne sont pas et n'ont jamais été en état de cessation des paiements ou frappées d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires ;
- qu'elles ne sont pas dans un état civil, civique ou commercial mettant obstacle à la libre disposition de leurs biens ;
- qu'elles ne font pas, en ce qui concerne les personnes physiques, l'objet d'une quelconque mesure de protection légale ou conventionnelle (mandat de protection future ayant pris effet), ni l'objet d'une procédure de règlement des situations de surendettement.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile :

- LE VENDEUR et L'ACQUEREUR en l'étude du notaire soussigné.

CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

La vente a lieu sous les charges et conditions suivantes :

ETAT DU BIEN

L'ACQUEREUR prend LE BIEN dans son état au jour de l'entrée en jouissance, tel qu'il l'a vu et visité, sans recours contre LE VENDEUR pour quelque cause que ce soit et notamment pour mauvais état du sol ou du sous-sol, vices même cachés, erreur dans la désignation, le cadastre ou la contenance, toute différence, excédât-elle un vingtième devant faire son profit ou sa perte.

M
AB



ca

SERVITUDES

L'ACQUEREUR supporte les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever LE BIEN, sauf à s'en défendre, et profiter de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls, et sans recours contre LE VENDEUR.

LE VENDEUR déclare qu'il n'a créé aucune servitude et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune à l'exception de celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, de l'urbanisme ou de la loi.

LE VENDEUR supportera les conséquences de l'existence de servitudes qu'il aurait conférées sur LE BIEN vendu et qu'il n'aurait pas indiqué aux présentes.

CONTRAT D'ASSURANCE

L'ACQUEREUR fera son affaire personnelle de la continuation ou de la résiliation, dans les formes de droit, de toutes polices d'assurances souscrites par LE VENDEUR pour ce BIEN.

ABONNEMENTS

L'ACQUEREUR fait son affaire personnelle à compter du jour de l'entrée en jouissance de tous abonnements existants.

Il déclare avoir reçu du VENDEUR toutes informations sur le contrat de distribution d'électricité.

IMPOTS ET TAXES

L'ACQUEREUR acquitte, à compter de l'entrée en jouissance, toutes les charges fiscales afférentes au BIEN.

Concernant les taxes foncières, L'ACQUEREUR remboursera au VENDEUR, à première demande, le prorata de la taxe foncière couru depuis la date fixée pour l'entrée en jouissance jusqu'au 31 décembre suivant.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE BIEN VENDU**DROIT DE DISPOSER**

LE VENDEUR déclare que LE BIEN ne fait l'objet d'aucune restriction à sa libre disposition pour quelque cause que ce soit, ni d'aucune procédure en cours.

SITUATION HYPOTHECAIRE

Il résulte d'un état hors formalité du chef des vendeurs, que LE BIEN vendu *n'est grevé d'aucune inscription.*

Le VENDEUR déclare qu'à sa connaissance la situation hypothécaire n'est pas modifiée à ce jour.

OCCUPATION DU BIEN

LE VENDEUR déclare :

- que LE BIEN vendu est libre de toute location ou occupation de personne ou d'objet, réquisition ou préavis de réquisition ;

- qu'il n'a délivré aucun congé en vue de la libération du BIEN vendu et qu'il n'existe aucun occupant ou locataire quelconque pouvant bénéficier d'un droit de préemption.

M
AB

(Signature)

a

CONDITIONS PARTICULIERES :

LE VENDEUR et L'ACQUEREUR ont convenu que la clôture de la propriété au nouvel alignement nécessité par le projet de Transport en Commun en Site Propre (TCSP) de l'Agglomération Toulonnaise sera à la charge exclusive de L'ACQUEREUR, qui le reconnaît.

DIAGNOSTIC TECHNIQUE

Conformément aux dispositions de l'article L.271-4. I du Code de la construction et de l'habitation, le VENDEUR a fourni à L'ACQUEREUR, qui le reconnaît, un diagnostic technique comprenant les documents relatés ci-après.

Ces documents ont été établis par un technicien répondant aux critères de compétence prévus par la loi, ainsi qu'il résulte de l'attestation, dont une copie est annexée après mention.

Les parties confirment que le prix de la présente vente a été fixé en fonction des conclusions de ce diagnostic technique.

Sur la lutte contre le saturnisme

Conformément aux dispositions de l'article L.1334-5 du Code de la santé publique, un constat des risques d'exposition au plomb établi le 13 Décembre 2010 par ALLO DIAGNOSTIC, est demeuré annexé aux présentes après mention.

Ce constat ne fait apparaître aucun risque d'exposition au plomb dans LE BIEN. En conséquence, LE VENDEUR ne sera tenu à aucune garantie à l'égard de L'ACQUEREUR qui l'accepte expressément, à raison des vices cachés qui pourraient affecter LE BIEN du fait de la présence éventuelle de plomb.

Réglementation relative à l'amiante

LE VENDEUR déclare :

- que LE BIEN entre dans le champ d'application des articles R. 1334-14 et suivants du Code de la santé publique.

- que les recherches effectuées, conformément à l'article R. 1334-24 du même code, *ont révélé la présence d'amiante*, ainsi qu'il résulte d'un diagnostic établi par ALLO DIAGNOSTIC, le 13 Décembre 2010.

L'ACQUEREUR déclare avoir pris connaissance de ce diagnostic par la remise qui lui en a été faite par LE VENDEUR.

Il s'oblige à en faire son affaire personnelle, sans recours contre LE VENDEUR.

Etat de l'immeuble - Termites

LE BIEN objet des présentes est situé dans une zone délimitée par arrêté préfectoral en application de l'article 3 de la loi numéro 99-471 du 8 juin 1999, c'est-à-dire dans un secteur contaminé ou susceptible d'être contaminé par les termites.

En application de l'article 8 de la loi précitée un état parasitaire établi par ALLO DIAGNOSTIC, le 13 Décembre 2010, soit depuis moins de six mois, *ne révélant la présence d'aucun termite* dans LE BIEN, est demeuré ci-annexé après mention.

Contrôle préalable de l'installation fixe de gaz

Le VENDEUR déclare que LE BIEN vendu est équipé d'une installation fixe de gaz de plus de quinze ans.

En conséquence, la présente vente entrant dans le champ d'application de l'article L.134-6 du Code de la construction et de l'habitation, il a été établi un diagnostic de cette installation par ALLO DIAGNOSTIC, le 13 Décembre 2010, soit depuis moins de trois ans, demeuré ci-annexé.


 FN
 AB
 a

Risques naturels et technologiques

LE VENDEUR déclare qu'au vu des informations mises à sa disposition par le Préfet du département ou par le maire de la commune, LE BIEN objet des présentes n'est à ce jour concerné ni par un plan de prévention des risques naturels, ni par un plan de prévention des risques technologiques. Un état des risques naturels et technologiques en date du 14 Décembre 2010, soit de moins de six mois, a été visé par les parties et est demeuré ci-annexé après mention.

De même, il déclare qu'à sa connaissance, LE BIEN n'a jamais connu de sinistres résultant de catastrophes naturelles ou technologiques.

Diagnostic de performance énergétique

LE VENDEUR déclare que LE BIEN entre dans le champ d'application des articles R 134-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation et qu'il a fait établir un diagnostic de performance énergétique par ALLO DIAGNOSTIC, le 13 Décembre 2010, dont une copie est demeurée annexée aux présentes après mention.

L'ACQUEREUR reconnaît avoir été informé que selon l'article L 271-4, II du Code de la construction et de l'habitation, il ne peut se prévaloir à l'encontre du VENDEUR des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique qui n'a qu'une valeur informative.

Etat de l'installation intérieure d'électricité

Le VENDEUR déclare que LE BIEN vendu est équipé d'une installation électrique de plus de quinze ans.

En conséquence, il a été établi un diagnostic de cette installation par ALLO DIAGNOSTIC, le 13 Décembre 2010, soit depuis moins de trois ans, *révélant une ou plusieurs anomalies*.

Un exemplaire de ce diagnostic est demeuré ci-annexé et L'ACQUEREUR déclare vouloir faire son affaire personnelle des prescriptions qu'il contient.

ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGE

LE VENDEUR déclare que LE BIEN objet des présentes n'est pas concerné par les dispositions des articles 1792 et suivants du Code civil, aucune construction, surélévation ou addition d'éléments d'équipement faisant corps avec l'immeuble n'ayant été effectuées depuis moins de dix ans.

RACCORDEMENT AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

LE VENDEUR déclare que LE BIEN objet des présentes est desservi par un réseau d'assainissement communal et qu'il est relié à ce réseau.

LE VENDEUR déclare que le réseau d'assainissement utilisé n'a fait l'objet d'aucun contrôle de conformité, mais il déclare que l'installation est en bon état de fonctionnement.

L'ACQUEREUR déclare prendre acte de cette situation et vouloir en faire son affaire personnelle sans aucun recours contre quiconque.

LOGEMENT DECENT

Le notaire soussigné avertit L'ACQUEREUR qu'aux termes des dispositions légales actuellement en vigueur, le logement dit « décent » se caractérise soit par une pièce principale d'au moins neuf mètres carrés et d'une hauteur sous plafond au moins égale à deux mètres vingt, soit un volume habitable de vingt mètres cubes au minimum. La pièce principale doit être dotée d'une ouverture à l'air libre, d'une cuisine ou d'un coin cuisine, d'une douche ou d'une baignoire, d'un water-closet séparé.

M
AB

[Signature]
C

Etant précisé que ces conditions sont obligatoires pour toute location, sauf une location saisonnière ou une mise à disposition gratuite. A défaut, le locataire pourra demander la mise en conformité du logement ou la révision du loyer auprès du Tribunal d'instance.

CONTRAT D'AFFICHAGE

LE VENDEUR déclare qu'il n'a consenti aucun contrat d'affichage pouvant grever à ce titre LE BIEN objet des présentes.

AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT

LE VENDEUR déclare qu'il n'a pas conclu de convention avec l'agence nationale de l'habitat pour des travaux de réparation et d'amélioration sur LE BIEN objet des présentes.

URBANISME

ENONCIATION DES DOCUMENTS OBTENUS

Sont demeurées ci-jointes et annexées après mention, les pièces suivantes :

- certificat d'urbanisme de l'article L.410-1, alinéa 1er, du Code de l'urbanisme délivré par la ville du PRADET (Var), le 26 Octobre 2010
- un courrier émanant de l'administration compétente en date du 11 Octobre 2010 duquel il résulte que LE BIEN ne fait pas l'objet d'un arrêté de PERIL ni d'INSALUBRITÉ. L'ACQUEREUR reconnaît que le notaire soussigné lui a donné lecture des documents et déclare en avoir pris parfaite connaissance.

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

LE BIEN est situé dans le champ d'application territorial du droit de préemption urbain et son aliénation donne ouverture au droit de préemption institué par les articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

En conséquence la déclaration d'aliéner a été notifiée au maire de la commune de la situation de l'immeuble ou à son délégataire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Maire de ladite commune a expressément renoncé à l'exercice de ce droit ainsi qu'il résulte d'une lettre ou d'un document administratif régulièrement visé, en date du 20 Octobre 2010, dont l'original est demeuré joint et annexé aux présentes après mention.

REMISE DE TITRES - CORRESPONDANCE

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à L'ACQUEREUR concernant LE BIEN, mais il pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, et sera subrogé dans tous les droits du VENDEUR à ce sujet.

Par suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à L'ACQUEREUR devront s'effectuer à l'adresse *du bien objet des présentes*. La correspondance auprès du VENDEUR s'effectuera à l'adresse *citée en tête des présentes*.

ORIGINE DE PROPRIETE

L'ACQUISITION :

Les biens immobiliers objet des présentes appartiennent à la TPM par suite de l'acquisition faite de :

h
AB

(Signature)

a

- Monsieur Roger André CECILLON, retraité et Madame Nicole Marie Jeanne ABADIE, retraitée, demeurant ensemble à VILLEURBANNE (Rhône), 35 Rue de France.

Nés, savoir, le mari à LYON (69004), le 17 février 1927 et l'épouse à MONTAUBAN (Tarn et Garonne), le 26 Juillet 1927.

Mariés tous deux en premières noces sous le régime de la communauté de meubles et acquêts par suite de leur union célébrée sans contrat préalable à la Mairie de LYON (69003), le 20 Avril 1950.

Lors usufruitiers.

- Monsieur Pierre Maurice Claude CECILLON, ingénieur électronicien à EDF, et Madame Catherine Maryvonne Raymonde FRELICOT, demeurant à BRON (Rhône), Impasse de la Corderie sans numéro.

Nés, savoir, le mari à LYON (Rhône), le 11 Septembre 1954 et l'épouse à PARIS (75019), le 26 Juillet 1954.

Soumis au régime légal de la communauté réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à leur mariage célébré en la mairie de PARIS (75019), le 20 Juin 1981.

Lors nu-propriétaires.

Suivant acte reçu par Maître PIERONI-MIGNON, Notaire à TOULON (Var), le 6 Décembre 2002

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de CENT QUATRE VINGT CINQ MILLE EUROS (185.000,00 €)

Cette somme a été payée comptant et quittancée dans l'acte sans deniers d'emprunt.

Audit acte LE VENDEUR a déclaré qu'il n'était frappé d'aucune mesure restreignant son pouvoir de disposer librement du BIEN vendu.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au bureau des hypothèques de TOULON (1er Bureau), le 14 Janvier 2003 volume 2003 P, numéro 453 ayant fait l'objet d'une reprise pour ordre le 7 Mai 2003, volume 2003 D, numéro 7482.

L'état délivré sur cette publication était négatif de toutes inscriptions, mentions ou saisies.

II/ PROCES VERBAL DE CADASTRE :

Il résulte d'un procès verbal de cadastre en date du 11 Juin 2009 que les parcelles cadastrées AX n° 1 et AX n°2 ont fait l'objet d'une réunion de parcelles pour devenir l'unique parcelle AX n°501.

Une expédition de cet acte a été publiée au premier bureau des hypothèques de TOULON (Var), le 12 Juin 2009, volume 2009 P, numéro 4813.

ORIGINE DE PROPRIETE ANTERIEURE

Une note contenant l'origine de propriété antérieure est demeurée ci-jointe et annexée après mention.

AVIS DU DOMAINE

Le présent acte a fait l'objet d'un avis préalable du directeur des services fiscaux en date du 20 Août 2009.

Ce document demeurera annexé au présent acte.

M
AB



C

CONCILIATION CONVENTIONNELLE

En cas de litige, les parties conviennent préalablement à toute instance judiciaire, de soumettre leur différend au conciliateur qui sera missionné par le président de la Chambre des notaires.

PUBLICITE FONCIERE

Cet acte sera soumis par les soins du notaire soussigné à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière au bureau des hypothèques compétent dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales et réglementaires et aux frais de L'ACQUEREUR.

Si LE BIEN est grevé d'inscriptions, LE VENDEUR sera tenu d'en rapporter à ses frais mainlevées et de justifier de l'exécution de la radiation de ces inscriptions, dans les quarante jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile élu.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires cadastraux ou d'état civil.

FRAIS

L'ACQUEREUR paiera tous les frais, droits et émoluments des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence en application de l'article 1593 du Code civil.

LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978, le notaire soussigné déclare disposer d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment des formalités d'actes. A cette fin, il est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre à certaines administrations, notamment à la conservation des hypothèques, en vue de la publicité foncière ainsi qu'à des fins cadastrales, comptables, fiscales, ou statistiques. Les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant auprès du notaire soussigné ou via le Correspondant « Informatique et Libertés » désigné par ce dernier : cpd-adsn@notaires.fr.

BASE DE DONNEES IMMOBILIERES

Les parties sont informées que les données descriptives et économiques contenues au présent acte sont partiellement transcrites dans une base de données immobilières, déclarée à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, pour assurer la production d'informations statistiques d'intérêt général.

Ces données ne contiennent aucun caractère directement nominatif sur les contractants au présent acte. En application des articles 56 et 57 de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978, les parties disposent d'un droit d'opposition à ce que des informations à

mn
AB

cu

caractère nominatif les concernant fassent l'objet d'un traitement informatisé, ainsi que d'un droit d'accès et de rectification.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix. En outre, elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

CERTIFICATION DE L'IDENTITE DES PARTIES

Le notaire soussigné certifie et atteste que l'identité complète des parties dénommées aux termes des présentes, telle qu'elle est indiquée à la suite de leurs noms et dénominations, lui a été régulièrement justifiée.

Et notamment en ce qui concerne la TOULON PROVENCE MEDITERRANEE au vu de son numéro SIREN.

DONT ACTE sur treize pages

FAIT à TOULON (var) au siège de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, les jour, mois et an ci-dessus, et à l'Hôtel de Ville pour l'ancien le Trésorier Municipal.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes, les déclarations les concernant contenues au présent acte, puis le notaire soussigné a recueilli leur signature et a lui-même signé.

Cet acte comprenant :

- Lettre(s) nulle(s) : ✓
- Blanc(s) barré(s) : ✓
- Ligne(s) entière(s) rayée(s) nulle(s) : ✓
- Chiffre(s) nul(s) : ✓
- Mot(s) nul(s) : ✓
- Renvoi(s) : ✓

(Handwritten signatures and initials are present in this section, including a large signature across the middle and several smaller ones above and below it.)

ORIGINE DE PROPRIETE ANTERIEURE

I/ ORIGINAIEMENT

ORIGINAIEMENT l'immeuble objet des présentes avait été acquis, à raison de moitié indivise pour chacun d'eux par :

- Monsieur Eugène DELHOUME et Madame Marie Louise Cécile BERNIER, épouse de Monsieur Marcel, Louis, Joseph MONTAGNE,

DE :

- Monsieur André BOGGIANI, Agriculteur et Madame Henriette FOURNIER, son épouse, demeurant à LE PRADET,

Aux termes d'un acte reçu par Maître CHAMBEIRON, Notaire à LA GARDE (Var) le 1er juin 1950, moyennant un prix payé partie comptant et partie à terme, le solde étant payé depuis.

Une expédition a été transcrite au bureau des hypothèques de TOULON (Var) le 14 juin 1950, volume 1320 numéro 12.

II/ DECES DE MONSIEUR Eugène DELHOUME

- Monsieur Eugène DELHOUME, en son vivant retraité, époux de Madame Jeanne, Alexandrine BERNIER, domicilié à LE PRADET (Var), est décédé à HYERES (Var) le 23 mars 1977,

En l'état d'un testament olographe en date à LE PRADET (Var) du 26 septembre 1960 aux termes duquel il a institué pour sa légataire universelle en pleine-propriété son épouse, Madame Jeanne, Alexandrine BERNIER.

Ledit testament déposé au rang des minutes de Maître VERNE, Notaire Associé à LA GARDE (Var) suivant procès verbal d'ouverture et de description reçu par lui le 18 avril 1977.

Monsieur DELHOUME est décédé sans laisser d'ascendant ni descendant ayant droit à une réserve dans sa succession de sorte que le legs universel fait au bénéfice de son épouse a pu recevoir sa pleine et entière exécution.

Ainsi que cela est constaté dans un acte de notoriété dressé par ledit Notaire associé le 18 avril 1977.

Observation étant ici faite que Madame BERNIER veuve DELHOUME a été envoyée en possession de son legs universel suivant ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de TOULON (Var) le 06 mai 1977 dont la copie exécutoire est demeurée annexée à la minute de l'Attestation de propriété ci-après visée.

La transmission de l'immeuble ci-dessus désigné a été constaté dans une attestation de propriété dressée par ledit Notaire le 26 août 1977,

Dont une copie authentique a été publiée à la conservation des hypothèques de TOULON (Var) le 28 octobre 1977, volume 3106 numéro 9.

III/ DECES DE MONSIEUR MONTAGNE

- Monsieur Marcel, Louis, Joseph MONTAGNE, en son vivant Médecin Général du Cadre de réserve, époux de Madame Marie, Louise, Cécile BERNIER, demeurant à PLAISEAU, 5 boulevard N. SAMSON, est décédé à PARIS (5^e) où il se trouvait alors le 03 août 1970,

En l'état d'une donation entre époux reçue par Maître THION DE LA CHAUME, Notaire à PARIS, le 27 novembre 1929, aux termes de laquelle il a fait donation à son épouse de la toute propriété de l'universalité des biens composant sa succession.

Monsieur MONTAGNE est décédé sans laisser d'héritier réservataire, de sorte que la donation sus-visée a pu recevoir sa pleine et entière exécution au profit de :

Madame Marie Louise Cécile BERNIER, née à NERAC (Lot et Garonne) le 18 octobre 1900.

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés dans un acte de notoriété dressé par Maître THION DE LA CHAUME, Notaire susnommé, les 24 et 27 novembre 1970.

La transmission de l'immeuble ci-dessus désigné a été constaté dans une attestation de propriété dressée par ledit Maître THION DE LA CHAUME le 19 février 1971,

Dont une copie authentique a été publiée à la conservation des hypothèques de TOULON (Var) le 13 mai 1971, volume 514 numéro 14.

IV/ DECES DE MADAME BERNIER veuve MONTAGNE

- Madame BERNIER veuve MONTAGNE, ci-dessus désignée, en son vivant demeurant à LE PRADET, Rue Paulin David, est décédée à CHOZEAU (Isère) où elle se trouvait alors le 15 juillet 1973,

En l'état d'un testament olographe en date LE PRADET (Var) du 31 octobre 1966, aux termes duquel elle a institué pour ses légataires iniversels par moitié chacun :

- Monsieur Roger, André CECILLON, vendeur aux présentes susnommé,

- Et Madame Nicole, Marie, Jeanne ABADIE, sa nièce, vendeur aux présentes susnommée.

Ledit testament déposé au rang des minutes de Maître François DECIEUX, Notaire à LYON (Rhône) suivant procès verbal d'ouverture et de description reçu par lui le 25 juillet 1973.

Madame BERNIER veuve MONTAGNE est décédée sans laisser d'héritier à réserve de sorte que le legs universel ci-dessus a pu recevoir sa pleine et entière exécution au profit des légataires susnommés.

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés dans un acte de notoriété dressé par Maître DECIEUX, Notaire susnommé, le 26 juillet 1973.

Monsieur et Madame CECILLON, légataires universels, ont été envoyés en possession de leur legs ainsi qu'il résulte d'une ordonnance rendue par Monsieur le Président du tribunal de Grande Instance de TOULON (Var) le 12 septembre 1973, laquelle demeure annexée à la minute de l'attestation de propriété dressée par Maître DECIEUX, Notaire susnommé, le 09 octobre 1973,

Dont une expédition a été publiée à la conservation des hypothèques de TOULON (Var) le 29 octobre 1973, volume 1554 numéro 13.

V/ DECES DE MADAME BERNIER veuve DELHOUME

- Madame Jeanne, Alexandrine BERNIER, en son vivant retraitée, veuve de Monsieur Eugène DELHOUME, demeurant à LE PRADET (Var), est décédée en son domicile le 28 septembre 1983,

En l'état d'un testament olographe en date à LE PRADET (Var) du 05 novembre 1978, aux termes duquel elle a instituée pour ses légataires universels par moitié chacun :

- Monsieur André CECILLON et Madame Nicole ABADIE, vendeurs aux présentes susnommés.

Ledit testament déposé au rang des minutes de Maître DECIEUX, Notaire susnommé, suivant procès verbal d'ouverture et de description reçu par lui le 09 décembre 1983.

Madame BERNIER veuve DELHOUME est décédée sans laisser d'héritier à réserve de sorte que le legs universel ci-dessus a pu recevoir sa pleine et entière exécution au profit des légataires susnommés.

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés dans un acte de notoriété dressé par Maître DECIEUX, Notaire susnommé, le 09 décembre 1983.

Observation étant ici faite que Monsieur et Madame CECILLON, légataires universels, ont été envoyés en possession de leur legs ainsi qu'il résulte d'une ordonnance Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de TOULON (Var) le 29 février 1984,

Dont une copie exécutoire a été déposée au rang des minutes de Maître DECIEUX, Notaire susnommé, suivant acte de dépôt reçu par lui le 12 mars 1984.

La transmission de l'immeuble ci-dessus a été constatée dans une attestation de propriété dressée par Maître DECIEUX, Notaire susnommé, le 08 février 1985,

Publiée au premier bureau des hypothèques de TOULON (Var) le 18 mars 1985, volume 6574 numéro 12.

VI/ DONATION PAR Monsieur et Madame Roger CECILLON à leurs enfants

Aux termes d'un acte reçu par Maître François DECIEUX, Notaire à LYON (Rhône), le 08 février 1985,

- Monsieur et Madame Roger CECILLON, vendeurs aux présentes susnommés, ont consenti une Donation en avancement d'hoirie,

A :

- Monsieur Pierre CECILLON, leur fils, vendeur aux présentes susnommé,

De la nue-propriété des biens et droits immobiliers objet des présentes,

- Monsieur Charles, Louis CECILLON, leur fils, ci-dessous plus amplement nommé,

De la nue-propriété de biens et droits immobiliers étrangers aux présentes.

Ladite donation a eu lieu sous la réserve par le donateur, sa vie durant, de l'usufruit de tous les biens donnés.

Audit acte les donateurs ont fait réserve expresse à leur profit du droit de retour sur les biens donnés, prévu par l'article 951 du Code Civil, pour le cas où les donataires viendraient à décéder avant eux sans descendants,

Et ont interdit formellement au donataire d'aliéner les biens donnés durant leur vie et ce sous peine de révocation de la donation, les donateurs se réservant expressément l'action révocatoire à cet effet.

Ils ont stipulé expressément que les biens donnés objet des présentes feraient partie de la communauté existant entre le donataire, Monsieur Pierre CECILLON, et Madame Catherine, Maryvonne, Raymonde PRELICOT, son épouse susnommée, vendeur aux présentes, qui a accepté.

Il est fait ici observer que Monsieur et Madame Roger CECILLON susnommés, ainsi que Monsieur Charles Louis CECILLON et son épouse Madame Myriam CHAPAT, interviendront ci-après aux présentes pour donner en tant que de besoin, les consentements prévus par l'article 930 alinéa 2 du Code Civil et garantir ainsi à l'acquéreur en droit incommutable sur l'immeuble objet de la donation susénoncée, ainsi que pour renoncer.

En outre les donateurs ont fait réserve à leur profit du droit de retour conventionnel sur le bien donné pour le cas de prédécès des donataires sans postérité.

Audit acte l'ensemble des biens avait été évalué à la somme de 210.000,00 FRF (soit 32.014,29 EUR) pour la nue-propriété de la moitié donnée.

Une copie authentique de la donation été publié au premier bureau des hypothèques de TOULON (Var) le 12 avril 1985, Volume 6593 numéro 8,



Toulon le 25/03/2025

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Direction Générale des Services
Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

*Direction Générale Adjointe des Services
Finances et Moyens*
Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :
Direction de l'Immobilier et du Foncier
Service Action Foncière
Olivier Polozec
Mail opolozec@metropletpm.fr
Téléphone : 04 94 05 35 28

Monsieur Christophe PONTONE
Madame Annick PONTONE
93, Rue Paulin David
83220 LE PRADET

N/Réf: JPG/VP/CW/CH/MM/OP 2025 n° 327

V/Réf: /

OBJET : Régularisation de l'occupation de la parcelle AX 504

Madame, Monsieur,

A la lecture du plan de géomètre établi dans le cadre de la cession d'une bande de terrain de 1 m de large sur la parcelle métropolitaine qui jouxte votre propriété, il apparaît que vous occupez sans droit ni titre une parcelle appartenant à la Métropole TPM, sise au Pradet (83220), 93 rue Paulin David et cadastrée section AX n° 504.

Cette parcelle cadastrée section AX n° 504, d'une superficie de 28 m², sur laquelle est implantée un candélabre public a été évaluée à 2000 euros par le service des domaines.

Aussi, afin de régulariser cette occupation privative du domaine public métropolitain situé au droit de votre parcelle cadastrée section AX n° 502, nous vous proposons de vous vendre cette parcelle cadastrée section AX n° 504 au prix de 2000 € et de grever cette parcelle d'une servitude d'implantation et d'entretien d'un candélabre d'éclairage public.

Puisqu'il s'agit d'une vente, c'est notre notaire qui rédigera l'acte lié à cette vente et à la constitution de cette servitude.

Je vous rappelle qu'à ce stade la présente offre ne peut être considérée comme susceptible d'engager juridiquement la Métropole Toulon Provence Méditerranée.


S'agissant d'un établissement public, seule une délibération conforme de son organe délibérant peut autoriser le Président à signer l'acte authentique.

Je vous précise que tous les frais liés à cette cession (géomètre, notaire...) seront à votre charge.

Le Service de l'Action Foncière reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.
Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président,
Par délégation,

Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services
Toulon Provence Méditerranée



Direction Générale des Finances Publiques

Le 20/03/2025

Direction régionale / départementale des Finances Publiques Du Var

Pôle d'évaluation domaniale de Toulon

Place BESAGNE CS 91409
83 000 TOULON

Le Directeur départemental des Finances
publiques du VAR

Courriel : ddfip83.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Diane DUTECH

à
**METROPOLE DE TOULON-PROVENCE -
MEDITERRANEE**

Courriel : odile.deville@dgfip.finances.gouv.fr

Ref DS : 22795327

Réf OSE : 2025-83098-16411

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Nature du bien :

Bande de terrain

Adresse du bien :

93 rue Paulin David – 83 220 LE PRADET

Valeur vénale :

2 000€ HT, assortie d'une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

Sur la D 559 entre Hyères les Palmiers (10 km) et Toulon (9 km), Le Pradet est une charmante station du littoral varois qui s'étend sur 7km de côtes.

Avec son littoral, ses plages, ses pistes cyclables, ses criques sauvages, son centre-ville pittoresque, ses domaines viticoles, son sentier marin et ses massifs forestiers, la station balnéaire du Pradet possède un riche patrimoine naturel et culturel.

Elle compte un peu plus de 10 000 habitants.

Elle appartient à l'unité urbaine de Toulon, une agglomération inter-départementale regroupant 27 communes.

Elle dispose d'un réseau de transport en commun mis en place par la Communauté d'agglomération.

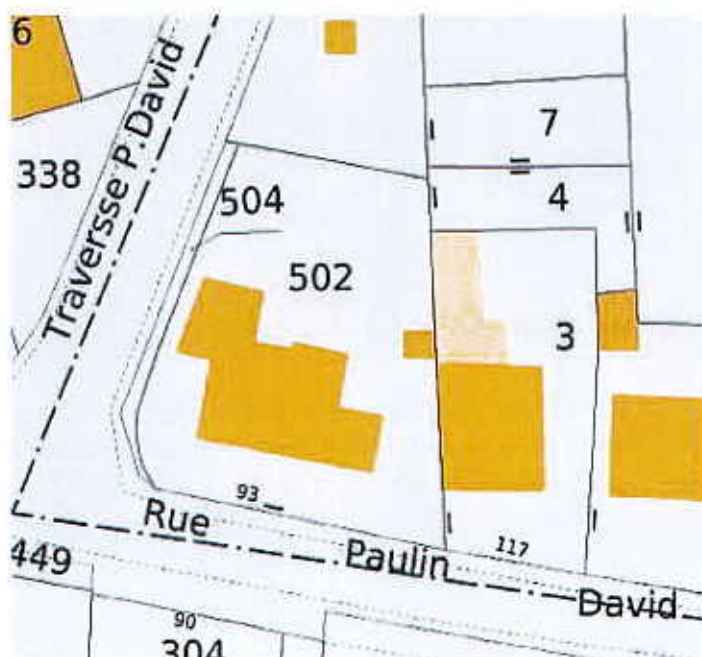
4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

La parcelle est située au coeur de ville dans une zone résidentielle.

4.3. Références cadastrales

Le bien sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Nature réelle
LE PRADET	AX 504	93 RUE Paulin David	28 m ²	Terrain nu



5.2. Conditions d'occupation : Estimé libre d'occupation

6 - URBANISME

6.1. Règles actuelles :

Zone UC au PLU de la commune de LE PRADET du 21/12/2011 – dernière procédure du PLU approuvée le 30/09/2024 .

DOCUMENTS D'URBANISME


Parcelle couverte par le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de LE PRADET, dont la dernière procédure a été approuvée le 30/09/2024.

Ce Plan Local d'Urbanisme (PLU) a fait l'objet d'une procédure d'annulation partielle.

- ☒ Périmètre de droit de préemption urbain
- ☒ Règlement Local de Publicité
- ☒ Zone classée UC, UC : zone mixte à dominante résidentielle constituée d'habitat individuel et de petits collectifs

☒ Ensemble des pièces écrites >

☒ Téléchargez l'archive complète



Il s'agit d'une zone mixte à dominante résidentielle constituée d'habitat individuel et de petits collectifs.

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

Méthode de la comparaison directe, laquelle consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

POLOZEC Olivier

De: Ne pas répondre <ne-pas-repondre@notifications.demarches-simplifiees.fr>
Envoyé: jeudi 20 mars 2025 20:39
À: Action Foncière
Objet: Votre dossier demarches-simplifiees.fr n° 2021/83098 - Le Pradet/22795327 va être instruit



Bonjour,

Nous vous informons que votre dossier n° 2021/83098 - Le Pradet/22795327 (votre référence interne 46_Le Pradet_AX_503_504_Pontone) est complet. Il sera instruit dans les meilleurs délais.

Cordialement,

Le pôle d'évaluation domaniale

[Consulter mon dossier](#)

[J'ai une question](#)

Merci de ne pas répondre à cet email. Pour vous adresser à votre administration, passez directement par la [messagerie du dossier](#).

Cette démarche est gérée par : Direction générale
des Finances Publiques 120, rue de Bercy 75572
Paris Cedex 12

Poser une question sur votre dossier :

[Par la messagerie](#)

Par téléphone : [Cf. contacts en première page du](#)

PARAPHEUR DGA

Toulon, vendredi 21 mars 2025

EXPEDITEUR
<p>DGA FINANCES ET MOYENS Direction de l'Immobilier et du Foncier Service Action Foncière</p> <p>Olivier POLOZEC <i>Chargé d'opérations foncières</i> Téléphone : 04 94 05 35 28 / E-mail: opolozec@metropletpm.fr</p>

Objet des documents	Visa Chef de Service Michel MANDELLI	Visa du Directeur Claire HUMMEL
Courrier d'information relatif à la vente d'une bande de terrain de 28 m ² pour régulariser son occupation sans droit ni titre		

Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services
Métropole Toulon Provence Méditerranée

Commune :	LE PRADET (830098)
Surface géographique :	25 m ²
Contenance :	28 m ²
Adresse :	0093 RUE PAULIN DAVID
Bâtie :	Non
Urbaine :	Non



Échelle : 1:1000

Propriétaire(s) :

Compte : +00801 (1)

Propriétaire :
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE CS 30536 83041 TOULON CEDEX 9
propriétaire

Subdivision(s) fiscale(s) (1) :

Compte	Lettre	Groupe	Nature	Occupation	Classe	Surface (m²)	Revenu (€)	Référence (€)
+00801		Sols		Sols		28	0	0
Total						28	0	0

Informations d'urbanisme :

Zonage(s)(POS ou PLU)		
U	UC	58,71%
U	UCb	41,29%
Information(s)		
04	Périmètre de droit de préemption urbain	100,00%
04	Périmètre de droit de préemption urbain renforcé	41,29%
Autre(s)		
U	UC : zone mixte a dominante résidentielle constituée d'habitat individuel et de petits collectifs	58,71%
U	UCb : secteur correspondant a l'ilot Cooperative-Ganzin au Forum et a l'ilot de la Caravelle ou le COS et l'emprise au sol ne sont pas réglementés afin de permettre la densification du secteur	41,29%

POLOZEC Olivier

De: Christophe Pontone <pontonechristophe@gmail.com>
Envoyé: mercredi 16 avril 2025 07:28
À: POLOZEC Olivier
Cc: Annick PONTONE; MANDELLI Michel
Objet: Re: Notre courrier du 21 février 2025

Mr POLOZEC
Bonjour
J'espère que tout va bien pour vous
Comme évoqué
Nous sommes intéressé par votre proposition
Avançons ensemble
Merci de votre retour
Cordialement

Le mar. 18 mars 2025, 14:31, POLOZEC Olivier <opolozec@metropoletpm.fr> a écrit :

Madame , Monsieur ,

Suite au courrier que nous vous avons envoyé le 21 février 2025, vous m'aviez indiqué que vous deviez contacter votre notaire avant de répondre à notre proposition .

Avez-vous pu discuter avec votre notaire de notre offre ?

Je vous prie de croire, Madame , Monsieur , à l'assurance de mes sincères salutations.



Olivier POLOZEC
Chargé d'opérations foncières
Service Action Foncière
Direction de l'Immobilier et du Foncier

Hôtel de la Métropole – Bureau 1.04
107, Boulevard Henri Fabre – CS 30536
83041 TOULON Cedex 9

Tel: 04.94.05.35.28

opolozec@metropolepm.fr